



**Appel à la mobilisation des maires
pour la lutte contre le changement climatique
par Monsieur Nicolas HULOT, envoyé spécial du Président de la
République pour la protection de la planète**

D'abord, merci beaucoup.

Ceux qui me connaissent savent que j'ai l'habitude, en général, de m'exprimer sans support de texte, donc je vous demanderai un peu d'indulgence parce que j'arrive tout juste de Nouméa ; d'ailleurs je salue quelques élus de Nouvelle-Calédonie que j'ai eu l'occasion de rencontrer là-bas. Nous étions avec le Président en Nouvelle-Calédonie, notamment parce que nous souhaitons faire en sorte que la voix des îles du Pacifique, des Caraïbes, de l'Océan Indien, ne se perde pas dans le bruit de fond de nos sociétés, et que leur espoir ou leur désespoir puisse être entendu bien en amont de la Conférence de Paris.

Monsieur le président de l'Association des maires de France, merci de m'avoir invité, Mesdames et Messieurs les membres du Bureau,

Je devais normalement saluer Madame la ministre, mais, comme je l'ai fait après avoir été en Guadeloupe, il y a peu de temps, et à La Réunion, je n'ai pas de pouvoir mais j'essaie de relayer vos doléances, souvent très légitimes. Ce que vous avez mentionné sur les sargasses pendant mon voyage à Point-à-Pitre, je l'avais mentionné auprès de Madame le ministre, et je le referai,

Mesdames et Messieurs les maires,

Mes chers amis, puisque je connais quelques-unes et quelques-uns d'entre vous,

Après les interventions et les débats de cette matinée, je pense qu'il n'est pas très utile que je m'étende sur l'importance du rôle des maires et des équipes municipales en matière d'environnement et de développement durable.

Je crois que tout a été dit et que les débats de ce matin l'ont montré de façon très concrète. Chacun, comme cela vient d'être rappelé, comprend qu'il est essentiel car les communes sont des acteurs de premier plan et leurs élus, plus que quiconque, jouent un rôle de mobilisation et d'entraînement de tous les citoyens sur la voie du développement durable, sachant, au passage, que c'est une expression que nous devons utiliser avec beaucoup de prudence, car parfois le développement durable peut être une forme de camomille mielleuse pour mieux digérer nos excès de civilisation. Je dis cela au passage parce que attention de bien redéfinir régulièrement ce qui est durable et ce qui ne l'est pas.

En tout cas je souhaite, comme je l'ai fait à l'instant, parce que j'en suis convaincu et non pas par courtoisie, rendre hommage au rôle et à l'engagement des élus, des maires, des conseillers généraux, des Régions, à ce rôle que vous portez, à cette responsabilité que vous avez, évidemment dans un contexte budgétaire et parfois administratif – je l'ai entendu – qui ne vous simplifie pas forcément la tâche.

J'en viens maintenant à l'objet de mon intervention qui est – pardon de mon obsession – la mobilisation pour le climat. Je voudrais aller très rapidement à l'essentiel et cet essentiel tient à mes yeux en deux propositions :

D'abord, la conférence Paris climat 2015 est un rendez-vous crucial, si tant est que le mot soit suffisamment fort.

C'est un rendez-vous crucial parce que je dirais que se conditionne ou se détermine à Paris, pour le meilleur et pour le pire, l'avenir de nos propres enfants. Peut-être que cette formule a déjà été employée à Copenhague, et pourtant le monde ne s'est pas arrêté et ne s'est écroulé au lendemain de l'échec de Copenhague. Mais attention, attention parce que deux courbes sont en train de se combiner : la courbe du scepticisme et du fatalisme, et la courbe de l'irréversibilité. Nous n'avons que trop ajourné la mutation, nous n'avons que trop parlé et maintenant, nous devons faire de Paris un moment d'engagement collectif

Le succès de cette conférence repose bien entendu sur la mobilisation de tous, à commencer par les citoyens – et dans ce sens les élus peuvent nous aider à créer une mobilisation positive – et, évidemment, l'engagement des communes qui, comme je viens de le dire, sont des acteurs de premier plan.

La grande conférence de Paris, qui va donc se dérouler au Bourget, les deux premières semaines de décembre 2015, est le rendez-vous où se jouera, peut-être, l'accomplissement de l'Humanité. La nature va nous tester sur notre détermination. L'autre jour, quand j'accompagnais le Président au Vatican, le Saint-Père a eu cette phrase : « les hommes pardonnent parfois, Dieu, toujours, mais la nature, jamais ».

Essayons de faire en sorte qu'elle n'ait pas à s'exprimer, d'autant qu'il y a quelque chose d'assez injuste, c'est que dans le domaine écologique ou climatique, on externalise toujours dans le temps et dans l'espace les conséquences de notre insouciance ou de notre inconscience. Ceux qui trinquent ne sont pas forcément ceux qui en sont responsables. Et si nous sommes, mais sans l'avoir imaginé, responsables de la situation climatique, nous n'avons pas à nous le reprocher parce que, jusqu'à récemment, nous n'avions pas conscience du fait que l'activité humaine pouvait mettre en péril les grands équilibres et avoir de telles conséquences.

Sauf que, comme je le disais à l'instant, maintenant nous sommes informés de la situation. Et dès lors que nous avons les éléments, à notre responsabilité s'ajoute, à dater de maintenant, une forme de culpabilité que l'Histoire retiendra – je ne le dis pas pour vous mais je le dis pour les 195 chefs d'Etat

qui devront, je l'espère, à Paris, saisir cette fenêtre d'opportunité qui ne se représentera pas une deuxième fois.

L'ordre du jour de la Conférence de Paris, pardon si je le rappelle à ceux qui le savent déjà, a été fixé lors des Conférences précédentes et notamment à la Conférence de Durban en 2011 : les États – et c'est bien le seul objectif de Paris – se sont engagés à conclure un accord universel, juridiquement contraignant, permettant de limiter le réchauffement – Laurent Fabius préfère, par prudence, parler de dérèglement climatique – à deux degrés d'ici à la fin de ce siècle.

Au passage, je voudrais simplement préciser pourquoi « deux degrés » : non pas parce que c'est ce qui sera agréable pour la plupart des citoyens de cette planète, c'est parce que, en l'état de nos économies, de nos technologies, c'est semble-t-il la seule cible qui soit encore à notre portée.

J'insiste là-dessus, non pas pour nous effrayer, non pas pour nous culpabiliser, mais simplement pour nous responsabiliser : deux degrés de plus, ce sera de toute façon une tragédie pour un bon nombre d'habitants de cette planète.

Je rappelle, au moment où nous parlons, au moment où nous préparons la Conférence de Lima, au moment où les vingt plus grandes nations du monde ont discuté à Brisbane, au moment où Ban Ki-Moon a réuni, sans collecter énormément de fonds, cent-vingt Etats au sommet de New-York, que les changements climatiques, ce sont chaque année vingt-sept millions de personnes qui doivent se déplacer à cause de leurs conséquences. Pour la seule année 2010, ce sont quarante millions de personnes, pour vous donner un ordre de grandeur, que l'on appelle, entre guillemets parce que cet intitulé n'a pas encore été validé par les Nations Unies, les « réfugiés climatiques ». Ces « réfugiés climatiques » représentent trois fois plus de déplacés que ceux liés aux conflits.

Donc, selon les termes mêmes du GIEC, confirmés encore il y a trois jours par le dernier rapport de la Banque mondiale – que l'on ne peut pas soupçonner d'être une officine obscurantiste d'écologistes qui nous disent que nous sommes face à un niveau horrible de risque – deux degrés pèseront sur nos économies, mais au-delà, nous entrons simplement dans un scénario imprévisible, ou que trop prévisible, irréversible. C'est-à-dire que, comme le disait Bergson, si aujourd'hui l'avenir de l'humanité est incertain parce qu'il dépend d'elle, cela veut dire qu'il dépend encore de nous, mais si nous laissons passer cette fenêtre de tir, il ne dépendra plus de nous, nous aurons perdu la main.

C'est pour cela que, sans vouloir forcer le trait sur la Conférence de Paris – oh, le 1^{er} janvier 2016, nous nous réveillerons avec une gueule de bois mais les apparences continueront – nous aurons sacrifié des milliers de vies. Quand je dis « nous », ce sont les Etats, parce que c'est la responsabilité des Etats et de personne d'autre. Les modélisations disent que ce seront deux cent cinquante millions de personnes qui seront condamnées à se déplacer. Je rappelle simplement, pour donner l'échelle de grandeur, que selon Monique Barbu, qui est la secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies pour la désertification, la désertification accrue par les changements climatiques aura déjà amené entre 2000 et 2020 soixante millions de personnes aux portes de l'Europe.

C'est simplement pour que l'on prenne la mesure de l'enjeu, qui pourra peut-être permettre de relativiser certains sacrifices ou d'éclairer certains choix auxquels nous serons condamnés.

Deux degrés, comme je l'ai dit à l'instant, qui nous obligeront pour certains pays à diviser par deux, par quatre, d'ici 2050, nos émissions de gaz à effet de serre. Sacré exercice, je le reconnais, si difficile que cela peut expliquer que nous ayons ajourné l'effort, pendant des années, parce que nous sortons en fait de cent cinquante années d'une économie qui a été dopée par ce qui, aujourd'hui n'est plus la solution mais la cause de tous nos désordres, c'est-à-dire les énergies fossiles.

C'est grâce aux énergies fossiles que l'homme a changé d'échelle et que nous sommes entrés brutalement dans ce que les géologues appellent l'anthropocène, l'ère de l'humanité.

L'ère de l'humanité !

Michel Foucault disait : « je déplore que le sort de l'humanité soit dans d'aussi mauvaises mains que les siennes ». Je voudrais lui donner tort, lui montrer qu'au contraire, c'est une bonne nouvelle. Tout dépend du sens que nous allons donner au progrès. Tout dépend si nous allons continuer à disperser nos intelligences, nos économies et nos investissements sur tous les fronts, laisser mijoter nos petits préjugés les uns envers les autres comme si nous avions l'éternité devant nous...

Ou si au contraire, à l'échelle locale, régionale, nationale, multinationale, nous allons nous rassembler non pas sur ce qui nous ressemble, mais sur ce qui nous rassemble ! Et l'enjeu climatique nous rassemble.

Voilà quel est le défi de Paris.

Au-delà de l'atténuation, donc de faire en sorte de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, de faire en sorte simultanément de ne pas restituer à

l'atmosphère tous ces écosystèmes qui stockent gratuitement des gaz à effet de serre – les forêts, les récifs de coraux, les mangroves, mais aussi les sols et les surfaces agricoles, dont je reparlerai tout à l'heure – l'autre grand chantier de Paris, c'est ce qu'on appelle l'adaptation, parce que malheureusement le coup du changement climatique est parti, et il va bien falloir aider les pays les plus vulnérables à faire face aux conséquences de ce changement, conséquences excessivement nombreuses : perte de productivité des sols, accès aux ressources en eau potable de plus en plus difficile, propagation des épidémies et des virus, déplacements de populations, et que sais-je encore.

Pour les pays les moins avancés, c'est même le chantier principal, mais les pays industrialisés sont aussi concernés. Les Etats-Unis viennent d'ailleurs de donner un petit signal enfin positif, avec un accord passé avec les Chinois. Tant mieux pour ma mission, tant mieux pour la diplomatie française, parce que jusqu'à présent, quand on va voir des pays émergents, et a fortiori des pays en voie de développement, et qu'on n'a rien à leur proposer en termes d'engagement des deux principaux émetteurs de gaz à effet de serre, c'était, pratiquement, une mission vaine.

Mais aux Etats-Unis – pour ceux qui n'ont pour seul argument que l'argument économique – en 1980, le coût des catastrophes naturelles était de quatre milliards de dollars. En 2000, on était déjà passé à dix milliards de dollars. En 2010, on était à vingt milliards de dollars. Et en 2012, rien qu'avec l'ouragan Sandy, on était à quarante milliards de dollars, plus soixante milliards de dollars pour la sécheresse dans le New-Jersey. Vous pourriez probablement, si vous interrogez les réassureurs européens, avoir une lecture à peu près identique du coût des catastrophes naturelles, parce que ce que dit le rapport du GIEC – et vous êtes concernés parce que, malheureusement c'est sur les territoires que vous subissez cette chaîne d'impacts – c'est que la multiplication des extrêmes climatiques nous concerne, y compris sur notre territoire, j'en veux pour preuve, sans mettre tout sur le dos des changements climatiques – c'est clair que ce n'est pas parce qu'il va tomber un centimètre de neige en hiver ou qu'il va pleuvoir au printemps que les changements climatiques en seront responsables – mais avons-nous besoin d'être prix Nobel pour observer quand même que sous nos latitudes, il y a un certain nombre d'aberrations climatiques ou météorologiques qui nous font perdre nos références et qui ont des conséquences sociales et économiques ? Quand on regarde cela de loin, on peut observer avec un certain soulagement que l'on est épargné par les conséquences des extrêmes climatiques, mais quand on se trouve dans certaines régions de Bretagne ou du Sud-Est qui

régulièrement sont envahies par les eaux, je ne suis pas sûr que l'on ait la même lecture.

Je le disais tout à l'heure, il y a donc deux tentations que nous devons ensemble repousser : le scepticisme, qui conduirait à remettre une fois encore en doute les conclusions des scientifiques. Oh, la science est faillible, j'entends bien. Mais ce doute s'est exprimé à Rio il y a vingt ans ; on a donné des moyens illimités à la science, et le GIEC, je le rappelle, n'est pas un petit laboratoire : le GIEC, c'est un organisme qui compile des dizaines de milliers d'expertises qui, malheureusement, vont toutes dans le même sens. D'ailleurs aucun chef d'Etat ne conteste la réalité.

Et la deuxième tentation, qui a également été évoquée tout à l'heure, c'est le fatalisme.

Où en est-on de la Conférence de Paris, à une semaine de la Conférence de Lima, au Pérou, et qui est une étape importante, puisqu'on devrait commencer à discuter de la forme du texte ? Vous voyez quand même la complexité : mettre cent-quatre-vingt-quinze Etats autour d'un accord ? Vous avez probablement déjà assisté à une réunion de copropriétaires, à quatre pour décider qui va prendre sa part dans le ravalement d'un immeuble ? Mais à cent-quatre-vingt-quinze, en demandant à chaque nation de prendre une part de responsabilité importante, de renoncer pour certaines à l'utilisation des énergies fossiles et de revoir, parfois, un modèle économique qui n'est plus la solution mais qui est le problème, inutile de vous dire que l'équation va être compliquée.

Mais heureusement, les états d'esprit ont changé, la France, d'ailleurs, aborde la Conférence de Paris, et c'est là qu'on se retrouve dans cette volonté que l'on appelle l'agenda positif : ne plus larmoyer sur le constat, même s'il ne faut pas oublier ceux qui en sont victimes, mais bien identifier ce qui appartient à la solution, et c'est là que l'on se rejoint, parce que beaucoup de solutions émergent au niveau local ou territorial. Mais il faut les diffuser, il faut les partager, il faut les valoriser, et il y aura des occasions en amont de la Conférence de Paris, et simultanément avec elle, pour que toutes les initiatives locales puissent être produites, mises en évidence de manière, comme je le disais tout à l'heure, que ce qui est l'exception, mais qui est parfaitement reproductible parce que souvent économiquement validé, puisse devenir la norme.

Dans les collectivités que j'ai visitées – j'en ai vues beaucoup, petites, moyennes, de grande taille – je retiens deux exemples démonstratifs : Christianstad, en Suède, réussit maintenant à produire la chaleur pour toute la collectivité, simplement en récupérant les déchets de l'industrie agro-alimentaire, de l'industrie forestière et les

déchets agricoles ; une démonstration qui rejoint les expériences que vous avez ici. Mais c'est 100% !

A une autre échelle : San Francisco. On parle d'économie circulaire. A San Francisco, il y a quelques années, vous auriez trouvé le traitement des déchets dans la colonne « dépenses ». Eh bien maintenant, les déchets sont dans la colonne « recettes », parce que, enfin, on a basculé, on a transformé les déchets en ressources, en matière première nouvelle. Et cette notion est très importante, comme est importante, aussi, l'idée, que nous devons nous approprier tous, ici, de passer non pas dans une réduction d'impact mais dans un impact positif. C'est un changement de logiciel et même de paradigme, parce qu'il ne suffira pas de réduire notre impact, et notamment pour les terres agricoles – je me tourne là vers les élus. Les terres agricoles devraient être considérées comme des terres rares. Et Monique Barbu a fait signer à Dakar, l'autre jour, un engagement de l'Etat sénégalais : pour un hectare détruit, on en réhabilite trois. Peut-être cela peut-il nous servir de leçon...

A New-York, cent-vingt chefs d'Etat étaient présents au sommet climat de l'ONU, autour de Ban Ki-Moon. L'objectif était de commencer à abonder le Fonds vert pour le climat. Je dois ici reconnaître que la France a été exemplaire, dans un contexte budgétaire pour le moins difficile. Avec l'Allemagne, elles ont chacune abondé le Fonds vert à hauteur de un milliard de dollars, mais nous étions quasiment les seuls, à New-York.

Heureusement, cette leçon a servi de démonstration et, quelque temps plus tard, notamment à Brisbane au G20, le Japon et les Etats-Unis ont suivi, puis d'autres pays. Nous sommes dans l'amorçage souhaité, qui est de dix milliards de dollars. Ce Fonds vert servira à la fois pour aider les pays les plus exposés ou vulnérables à s'adapter et à doper la transition énergétique et climatique. Mais à terme, ce n'est pas dix milliards qu'il faut trouver, c'est cent milliards de dollars si l'on veut réussir la transition énergétique et aider les pays impactés à faire face à cette situation.

Cent milliards, c'est énorme, sauf si l'on prend deux chiffres en compte : chaque année, ce sont six-cent-cinquante milliards de dollars qui sont accordés sous forme d'exonérations ou de subventions aux énergies fossiles, à l'échelle du monde. Mettez en regard le coût des conséquences des changements climatiques pour la collectivité mondiale : quatre-cent-cinquante milliards de dollars. Donc d'un côté nous dépensons six-cent-cinquante milliards de dollars pour créer un problème qui nous en coûte quatre-cent cinquante milliards. Ce petit énoncé pour vous dire qu'il y a là une petite marge de manœuvre, si nous arrivons à

basculer ne serait-ce que cent milliards sur les six-cent-cinquante milliards, notamment pour aider au développement des énergies renouvelables, évidemment cela serait excessivement structurant.

Les communes et leurs maires peuvent jouer un rôle majeur dans la mobilisation, notamment, des citoyens, parce que si on veut donner des ailes à nos chefs d'Etat, il faut que chacun se manifeste. Encore faut-il que les citoyens accaparés par d'autres souffrances, plus palpables que les changements climatiques, soient informés que l'avenir de leurs enfants est en train de se déterminer maintenant.

Et cette mobilisation citoyenne doit, évidemment, s'exercer au niveau local pour informer, mobiliser et motiver chacun.

En second lieu, il est clair que les villes et plus largement les communes sont un chaînon essentiel dans les actions d'atténuation et d'adaptation, et le rapport rédigé l'année dernière par les sénateurs Dantec et Delebarre le fait ressortir avec force. Depuis lors, de nombreuses villes du monde ont pris des engagements ambitieux de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Je voudrais revenir très rapidement sur un rôle important des villes, un rôle d'ailleurs que Anne Hidalgo a très bien décliné, et elle y a engagé ce que l'on appelle le C40 – mais qui n'a plus de 40 que le nom puisque je crois que les plus grandes métropoles du monde sont beaucoup plus nombreuses que quarante – à faire en sorte que la commande publique, qui, dans le monde, représente entre 15 et 20% de la production ou de la consommation se réoriente vers l'économie « bas-carbone ». Avec 15 à 20%, vous créez la norme, vous créez le standard. Si cette commande publique s'approvisionne à une économie bas-carbone, elle a la taille critique pour faire que cette économie devienne l'économie principale. En cela, les responsables territoriaux, les maires, notamment dans les appels d'offre, vous avez toute latitude pour faire en sorte que les critères environnementaux soient des critères de premier choix.

Parmi les actions locales – et je vais être très court – que je souhaite évoquer, une en particulier m'est chère, en particulier dans le cadre des travaux que nous avons initiés avec ma propre fondation, c'est la restauration collective responsable, qui – et plusieurs villes, notamment Lons-le-Saunier l'ont démontré – fait figure de boucle vertueuse, à travers la gestion et valorisation des déchets ou à travers les circuits courts, mais pas seulement : avec l'installation des jeunes agriculteurs, agricultures bio et de qualité, éducation au goût, santé... Bref, tout ce qui fait un projet de territoire.

Pour pouvoir réussir et avoir un réel impact positif, ces solutions ne doivent pas seulement être sectorielles mais transversales. Travailler sur les projets alimentaires locaux, au bénéfice de tous, est un projet transversal. C'en est un bon exemple.

La FNH, ma propre fondation, lancera en décembre un portail national de la restauration collective responsable à destination de tous les acteurs de la chaîne (du producteur au convive en passant par les cuisiniers et les élus) : c'est ce que nous appelons l'agenda des solutions.

Pour prendre un exemple que vous connaissez bien, un mot dans un autre domaine sur ce que j'appellerais « la révolution de l'éclairage ». Peut-être l'avez-vous fait sans m'attendre, j'en suis convaincu, je l'ai souvent vu : l'éclairage représente en moyenne 50 % de la facture d'électricité des villes. Si toutes les villes de France passaient simplement aux LED, assortis de ces petits équipements qui permettent de moduler l'intensité de l'éclairage en fonction d'une présence ou d'une utilité – d'autant que certains opérateurs proposent aux communes de changer leurs ampoules et de s'équiper de ces systèmes sans déboursier un seul euro, parce qu'ils se paieront sur les économies réalisées – voilà quelque chose qui pourrait très bien être la contribution supplémentaire des collectivités de France en vue de la Conférence climat.

Pour terminer, parce que j'aurais évidemment beaucoup de choses à dire, il y a quelque chose qui me fait très mal, parce qu'elle se fait probablement avec une forme d'insouciance ou d'inconscience, parce chacun voit simplement son propre périmètre : c'est le phénomène tragique de l'artificialisation des sols.

Sans vouloir être critique – je sais bien que parfois, pour des raisons sociales ou économiques, il faut bien sacrifier des terres, des terres agricoles, souvent – j'ai vu quand même bon nombre de projets qui n'étaient pas forcément assortis d'une grande utilité, et vous savez qu'en France, c'est l'équivalent d'un département qui cède à l'artificialisation tous les six ans. Je pense que là, la responsabilité des élus est très importante. Elle est importante parce que cela s'inscrit aussi dans l'enjeu climatique, et cela s'inscrit dans un enjeu d'indépendance alimentaire.

Personnellement, je pense que les terres arables, aujourd'hui, doivent être considérées comme des terres rares, et que, idéalement ou virtuellement, chaque commune de France devrait geler l'équivalent de la surface agricole dont elle aurait besoin pour nourrir sa propre population.

Et je termine en disant que pendant la Conférence de Paris, il y aura au Bourget des pavillons évidemment pour les entreprises, mais aussi pour les collectivités locales, qui mettront en avant un agenda des solutions, et vous pourrez donc exposer les solutions qui ont été évoquées ce matin dans les domaines de l'efficacité énergétique, du développement durable, des technologies vertes, des modes de production agricole, et mettre en valeur, donc, l'action des villes françaises.

L'une des difficultés est que les utilisateurs potentiels des bonnes idées, et notamment les communes, ne sont pas toujours informés des

solutions à leur disposition. C'est tout l'effort de l'organisation de la Conférence de Paris de mettre en relation ce qui appartient aux solutions.

J'en ai déjà dit suffisamment, je voudrais essayer d'achever de vous convaincre, si ce n'est pas déjà fait, que combattre les inégalités et respecter la nature ne sont pas une option. Ce sont des conditions indispensables à l'exercice de notre liberté.

Merci beaucoup